



Méditerranée 2030

Une démarche de prospective à l'échelle de la Méditerranée

IPEMED (Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen) a engagé, en partenariat avec les organismes d'étude euro-méditerranéens (CARIM, CIHEAM, FEMISE, OME) un vaste processus de prospective qui a pour but d'associer les centres institutionnels et privés de la Méditerranée spécialisés dans la prospective en vue d'élaborer ensemble une vision commune de la Méditerranée en 2030.

La Méditerranée, un espace hétérogène en quête d'intégration

L'ensemble méditerranéen a développé un tissu de relations économiques, politiques et humaines – à travers les migrations notamment – qui lui confère une dimension régionale certaine. Cette intégration régionale est aussi bien de fait que de droit, avec un tissu d'accords allant le plus souvent au-delà de la dimension strictement commerciale et associant plusieurs partenaires. Cette intégration est cependant d'ampleur très variable selon les pays et les sous-régions qui composent cet ensemble. Si l'Europe latine, les Balkans, le Proche-Orient et le Maghreb se situent dans une continuité géographique, leur hétérogénéité économique et institutionnelle est patente.

Face à cette hétérogénéité, la Méditerranée est en devenir et fait l'objet d'un investissement politique et privé. Les motivations sont variées, économiques, politiques, citoyennes, sociales, écologiques, culturelles, une variété à l'image des enjeux, des pays et des populations qui la composent. Mais ces initiatives tendent toutes à tisser plus fortement ce que l'histoire a fait et défait, à accélérer une convergence vers un mieux être de l'ensemble de la région, à accroître enfin sa place dans le monde face aux Etats continents asiatiques ou américains. C'est justement à l'image de l'Asie à travers l'« ASEAN+3 » et de l'Amérique à travers l'ALENA qu'un nombre croissant d'acteurs économiques et politiques des deux rives de la Méditerranée perçoit désormais clairement la nécessité de constituer une « intégration régionale » associant plus étroitement les deux rives. Le lancement de l'Union pour la Méditerranée concrétise cette prise de conscience par les pays de la région.

Etablir une vision partagée de la Méditerranée et tracer un futur possible

Pourtant, jusqu'à présent, la Méditerranée n'a pas été pensée comme une entité et il n'existe guère de vision d'avenir associée à cette région. Si nombre de pays riverains du bassin ont élaboré une vision prospective nationale (Maroc 2030, Tunisie 2030, Mauritanie Vision 2030, France 2025, Egypt 2030, Jordan Vision 2020, prospective territoriale espagnole, planification stratégique grecque, etc.), ces exercices sont bien naturellement tournés vers leur propre avenir, leurs défis internes et leurs atouts ou faiblesses face aux grandes tendances mondiales structurantes et émergentes¹. L'insertion dans leur environnement régional est d'abord appréhendée par leur proximité immédiate (Maghreb pour Maroc 2030 par exemple, Europe pour France 2025). Par conséquent, la Méditerranée est rarement envisagée d'emblée, ni même comme un tout cohérent.

Chaque pays riverain de la Méditerranée ne partage pas les mêmes priorités ni n'est confronté aux mêmes défis. Cela est vrai entre la rive Nord et la rive Sud qui ont des niveaux de développement différents et des processus d'intégration sans commune mesure. Cela est également vrai entre les pays des différentes sous-régions (l'Europe latine, les Balkans, le Proche-Orient et le Maghreb) qui ont des niveaux de vie, des ressources naturelles ou humaines, des spécialisations industrielles, des processus politiques très hétérogènes. Dès lors, une prospective de ce que devrait et pourrait être cet ensemble

¹ A l'exception de Méditerranée 2020 du Centre Pères pour la Paix

régional plus intégré apparaît nécessaire pour envisager un avenir commun. Cette vision doit vérifier si les tendances lourdes et les points de rupture sont des éléments de convergence ou de divergence. Elle se doit d'être surtout partagée par l'ensemble des pays qui « font » la Méditerranée et associer les expertises nationales. Elle mérite également d'être pluridisciplinaire pour envisager les enjeux de long terme dans tous les domaines et leurs interactions systémiques, pour croiser les regards. Croiser les regards signifie aussi qu'à côté de l'expertise administrative et académique, les acteurs privés et sociaux doivent avoir leur place et leur « mot à dire ».

Objectifs du projet « Méditerranée 2030 »

Le projet de prospective "Méditerranée 2030" initié par IPEMED poursuit deux objectifs :

- ▶ tout d'abord, **une démarche scientifique et économique** : élaborer des diagnostics et des projections partagés à l'échelle de la région dans les domaines des infrastructures de transports et de communication, de l'énergie, de l'agriculture, de l'eau et de l'environnement, de la démographie et des migrations, des investissements directs à l'étranger. Ce travail est réalisé en partenariat avec les centres de prospective des pays riverains de la Méditerranée, avec la collaboration des organisations euro-méditerranéennes spécialisées (Observatoire Méditerranéen de l'Energie, CARIM, FEMISE, CIHEAM, etc.) ;
- ▶ mais surtout, **une démarche politique et pédagogique** : faire naître des collaborations sur le long terme entre les responsables en charge de la prospective ; diffuser la méthodologie de la prospective au sein de la région méditerranéenne ; être un outil d'aide à la décision. Les différents centres institutionnels ou privés de prospective en Méditerranée sont donc invités à se joindre et à participer activement à cette initiative pour confronter leurs méthodes et leurs visions. Un tel exercice pourrait aider les gouvernements à établir des stratégies de long terme au niveau régional et devrait dès lors trouver son aboutissement avant le deuxième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union pour la Méditerranée au début du deuxième semestre 2010 afin de pouvoir peser sur ses destinées.

Méthodologie du projet « Méditerranée 2030 »

Rapport « Méditerranée 2030 »

IPEMED a fait rédiger un rapport « Méditerranée 2030 » : un document certes perfectible, dans sa méthode comme dans ses conclusions, mais qui présente l'avantage de rassembler et de synthétiser les données existantes en Méditerranée dans un tout cohérent. Les différents enjeux - géopolitiques, humains, agricoles, environnementaux, énergétiques, monétaires et financiers - sont couverts par l'analyse. Sur cette base nécessairement partielle et partiale, il s'agit maintenant de passer à une véritable prospective partagée qui construirait une vision du monde méditerranéen en confrontant les points de vue des différents acteurs et pays du bassin.

Réunion de lancement le 21 avril 2009 : déroulement et éléments de discussion méthodologique

Pour initier ce vaste processus de collaboration et définir ensemble les modalités de travail en commun, IPEMED a organisé, avec la participation du Ministère français des Affaires étrangères et européennes, une réunion de lancement le 21 avril 2009 à Paris, dans les salons du Quai d'Orsay, à laquelle ont été conviés une soixantaine de Ministères et centres de prospective institutionnels et privés de la Méditerranée.

Cette réunion s'est organisée autour de deux sessions de travail. Dans un premier temps, certains centres de prospective nationaux ont présenté, de manière synthétique, les exercices de prospective qu'ils ont réalisés en informant principalement leurs homologues sur :

- la méthodologie retenue : prospective participative ou prospective d'expert; prospective quantifiée, scénarisée et/ou par grand enjeux ou risques ;
- les grands enjeux d'avenir régionaux identifiés ;
- la vision de l'insertion du pays dans sa proximité régionale immédiate ou plus lointaine (Proche-Orient, Europe, Golfe) et dans l'ensemble mondial.

La seconde session de travail a été consacrée à la définition des modalités de travail et de collaboration sur le projet de prospective « Méditerranée 2030 ». Elle a permis de débattre et de déterminer la méthodologie employée ainsi que de fixer les étapes opérationnelles du projet.

Au niveau méthodologique, plusieurs questions ont été débattues :

- Comment passer des prospectives nationales à une prospective méditerranéenne ?
- Comment l'intégration régionale découlera de ou influera sur les évolutions mondiales ?
- Comment concilier les entrées thématiques et les scénarios globaux (régionaux) ?
- Quelle place donner à la quantification/modélisation ?

Séminaire de travail le 25-27 juin 2009 : début des travaux pratiques

Les 25, 26 et 27 juin à Paris, un premier séminaire de travail a été organisé afin d'amorcer la partie opérationnelle du programme. L'objectif principal était de se mettre d'accord sur la méthodologie, le calendrier de mise en œuvre, la répartition des tâches et donc sur le programme de travail commun pour les mois à venir.

Lors de ce séminaire technique, des échanges et des débats riches en enseignements ont été réalisés en ce qui concerne les différents modèles d'intégration régionale disponibles et sur les questions de quantification modélisation d'une telle démarche. Les organisations euro-méditerranéennes ont présenté les prospectives thématiques, sécurité alimentaire et agriculture, population et mobilités, capital Humain, environnement, énergie, transports.

Au niveau opérationnel, trois groupes de travail ont été constitués :

- Valeurs communs en Méditerranée ;
- Gouvernance de l'intégration régionale en Méditerranée ;
- La modélisation et l'intégration des prospectives sectorielles.

Séminaire de prospective sur l'emploi, les 20-21 novembre 2009 à Tunis

Une première réunion thématique et des groupes de travail a eu lieu les 20 et 21 novembre 2009 à Tunis. Cette réunion, co-organisée avec l'Institut Tunisien d'Études Stratégiques, a traité tout particulièrement des questions d'emploi en Méditerranée à l'horizon 2030.

L'objectif principal était double, d'une part, approfondir la réflexion prospective sur la thématique de l'emploi, à la fois d'une manière générale et d'un point de vue sectoriel, et d'autre part, lancer les travaux de deux groupes de travail, celui consacré aux valeurs communes et celui consacré à l'intégration régionale.

Le séminaire a permis une réflexion approfondie sur la prospective des marchés du travail en méditerranée et sur les dynamiques sectorielles de l'emploi (dans le milieu rural et agricole, dans le secteur énergétique et environnemental, dans celui des services) et leur lien avec les mouvements migratoires.

Réunion plénière technique, le 17 février 2010 à Paris : les prospectives sectorielles

Le 17 février 2010, une réunion plénière technique a été organisée à la Cité internationale universitaire de Paris. Au cours de cette réunion, les instituts d'étude euro-méditerranéens partenaires (FEMISE, CARIM, CIHEAM, OME) du projet Méditerranée 2030 ont présenté les résultats de leurs travaux

sectoriels. Ces présentations comportaient un scénario tendanciel et ont fait l'objet de nouvelles propositions de la part des centres d'expertise publics et privés invités chargés de la prospective en Méditerranée. L'objectif de cette réunion était de valider les scénarios tendanciels sectoriels proposés et d'entamer une réflexion sur les scénarios régionaux possibles.

Quatre tables rondes ont également été organisées autour des thématiques suivantes : géopolitique, échanges commerciaux et investissements, agriculture et sécurité alimentaire, énergie et changement climatique.

Réunion sur les valeurs communes en Méditerranée, le 24 février 2010 à Rabat.

L'Institut Royal des Études Stratégiques a accueilli, le 24 février 2010, dans ses locaux de Rabat, une réunion d'étude sur les valeurs communes en Méditerranée. Cette réunion s'inscrit dans la réflexion lancée dans le projet « Méditerranée 2030 » qui cherche à définir au nom des quelles valeurs communes un rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée est envisageable, sachant que ce rapprochement suppose aussi une mobilité humaine et un brassage des idées.

Les 11 et 12 mars 2010, participation à la réunion du groupe d'experts de la Commission européenne « Prospective sur les enjeux de long terme de la région méditerranéenne »

IPEMED a été invité à participer à la deuxième réunion du groupe d'experts lancé par la Commission européenne pour réfléchir aux enjeux de la région euro-med à l'horizon 2030 qui a été organisée les 11 et 12 mars à la Délégation de l'Union européenne à Rabat. Cette réunion avait deux objectifs principaux. D'une part, discuter du projet du rapport préparé par le groupe sur les principales tendances de la région et d'autre part, de mettre en évidence les principales « tensions » existantes.

Réunion plénière de haut niveau, les 25 et 26 mars 2010, au Centre ministériel des conférences du MAEE, à Paris : les scénarios régionaux.

Le 25 mars 2010, les partenaires du consortium « Méditerranée 2030 » se sont réunis lors d'une conférence plénière au Ministère des Affaires étrangères pour présenter les premières conclusions de la réflexion lancée en avril 2009, à l'initiative d'IPEMED.

Des intervenants d'exception comme M. Kemal Dervis ou M. Georges Corm ont partagé leur vision de l'avenir de la région en mettant en exergue trois points, les effets de la dégradation de l'environnement en Méditerranée, la léthargie qui caractérise les économies rentières dans le bassin et les transformations structurelles sans précédent de l'économie mondiale. Le Centre d'Analyse Stratégique a ensuite présenté les déterminantes de la croissance pour la Méditerranée, en portant une attention particulière aux atouts dont dispose la Méditerranée et à la façon dont ils devront être exploités afin de relever les défis du futur, et notamment la lente diversification des économies et la difficile conquête de la frontière technologique.

Ces éléments, combinés avec les prospectives sectorielles présentées par les différents instituts euro-méditerranéens, ont abouti à l'élaboration de trois scénarios régionaux :

- Le scénario de la marginalisation, avec une convergence par le bas, si on poursuit les tendances actuelles (taux de croissance en Europe inférieurs à 2% par an, avoisinant les 3-4% au Sud et à l'Est de la Méditerranée et dans les Balkans). Ainsi, en 2030, les écarts de revenu entre pays seront maintenus, tandis que les spécialisations des pays sud et est méditerranéens resteront cantonnées dans des produits de gamme inférieure à faible contenu technologique. Les pressions environnementales se verront renforcées, la question de l'emploi ne sera pas réglée et la pression migratoire restera forte.
- Le scénario de la divergence avec une insertion disparate des pays dans l'économie mondiale. La croissance, tirée par les pays émergents, renforcera la compétitivité au détriment du pouvoir d'achat et de la demande avantageant les économies les plus compétitives qui ont déjà connu

un phénomène de rattrapage (Croatie, Turquie, Tunisie), creusant l'écart avec les autres pays méditerranéens (Algérie, Egypte, Liban, Albanie). Il y aura des gagnants et des perdants au niveau national et régional ainsi qu'une forte dualisation des économies et des territoires. Les taux d'activité et d'emploi s'élèveront de façon très inégale et la dualité des marchés de travail restera forte, au Nord comme au Sud, accroissant les inégalités entre les élites et les travailleurs peu qualifiés.

- Le scénario de la convergence par le haut, caractérisé par une croissance plus forte et riche en emplois fruit de la valorisation des complémentarités euro-méditerranéennes, de l'établissement au niveau régional des quatre libertés de l'UE et de la mise en place d'un cadre institutionnel renforcé, où la perspective d'adhésion à l'Union ou au marché intérieur accélérera l'harmonisation des normes. Dans ce contexte, les ressorts internes de la croissance permettront un accroissement des taux de productivité et de l'emploi et une convergence des revenus qui pourraient atteindre, en 2030, des niveaux supérieurs à 10 000\$ par habitant. Les taux d'activité des pays du sud et de l'est méditerranéen et des pays adriatiques se rapprocheront de ceux de l'Europe où la migration, davantage circulaire, viendra pallier les pénuries de main d'œuvre et alimenter les marchés de consommation.

Cette réunion plénière a été suivie, le 26 Mars 2010, d'une matinée de travail entre membres du consortium pour approfondir les scénarios régionaux, discuter des actions à venir ainsi que des recommandations que seront adressées aux Chefs d'État et de Gouvernement lors du deuxième sommet de l'Union pour la Méditerranée.

Les Entretiens de la Méditerranée : Pour une vision commune de la Méditerranée : stratégie, projets, financement

Les 25 et 26 mai 2010, la nouvelle édition des Entretiens de la Méditerranée a eu lieu à Tunis en partenariat avec l'IEMED et l'IACE.

La session d'ouverture, consacrée à l'avenir de la région, s'est attaché à présenter ce que pourrait être cet ensemble régional à l'horizon 2030, plus intégré, source d'une croissance durable et solidaire, en présentant les tendances lourdes et les points de rupture ainsi que les enjeux, notamment économiques, de long terme dans différents domaines spécifiques comme la sécurité alimentaire et le développement rural, l'emploi et le capital humain, l'énergie et le changement climatique, la mobilité et la migration. Cette table ronde a également été le moment de présenter les scénarios régionaux élaborés par le consortium et de partager les témoignages d'entrepreneurs des deux rives qui ont déjà investie cette région.

Le 2^{ème} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UpM : les recommandations

Le premier semestre 2010 a été un moment très intense d'échange, de réflexion commune et de production des premières conclusions pour le projet « Méditerranée 2030 » car l'objectif, à court terme, était d'élaborer un premier document à l'occasion du 2ème Sommet des Chefs d'État de l'Union pour la Méditerranée.

Le 2ème semestre 2010 : phase d'approfondissement et de diffusion des réflexions

Lors du deuxième semestre, l'objectif recherché a été l'approfondissement de ces analyses, et dans la mesure du possible et compte tenu de son coût élevé, de commencer la modélisation et la quantification des scénarios régionaux.

L'année 2011 : les conférences thématiques prospectives et la modélisation

En 2011, le projet poursuivra son travail d'échange, d'approfondissement et de quantification, des réunions techniques et plénières seront tenues, ainsi que de séances de travail restreintes pour les groupes de travail constitués. Dans la mesure du possible et compte tenu des coûts, les membres du

consortium s'attèleront à l'élaboration d'un modèle d'équilibre général pour la Méditerranée, et à défaut, à esquisser ses contours.

De façon complémentaire, des conférences thématiques permettant des approfondissements sectoriels plus larges seront également organisées. Elles feront l'objet de la publication d'actes. La participation d'experts de renommée internationale ainsi que des entreprises de la région sera fortement recherchée.